



Conseil économique et social

Distr. générale
29 février 2016
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Reprise de la session de 2016
23 mai - 1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association des confédérations asiatiques de coopératives de crédit	3
2. Association internationale des fondations de paix	4
3. Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique	5
4. Association sri-lankaise de lutte contre la drogue	7
5. Coalition citoyenne pour la justice économique	8
6. Conseil international des patriotes russes	9
7. Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires	11
8. Fondation Sommet mondial des femmes	12
9. Godwin Osung International Foundation (The African Project)	13
10. Institut caritatif d'enseignement Maryam Ghasemi	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Overseas Development Institute.	15
12. Service social international.	17
13. UN-Women Australia	18
14. Womensport International.	19
15. World Federation of Khoja Shi'a Ithna-Asheri Muslim Communities	21

1. Association des confédérations asiatiques des coopératives de crédit

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Association des confédérations asiatiques de coopératives de crédit est l'organisation régionale représentant les coopératives de crédit et autres institutions de coopératives financières en Asie. L'Association, fondée le 28 avril 1971, compte 47 millions de membres issus de plus de 36 000 coopératives de crédit dans 20 pays différents. L'aide qu'elle apporte à ses membres est cruciale pour leur permettre de relever les défis liés au développement tels que la pauvreté, l'égalité des sexes, la participation des jeunes et l'accès aux services financiers, notamment en faveur des groupes défavorisés.

Objectifs et mission

L'Association collabore avec des organisations cadres de coopératives de crédit afin de promouvoir et de renforcer le rôle de ces établissements dans la perspective du développement socioéconomique des populations d'Asie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis décembre 2013, l'Association travaille avec le Fonds d'équipement des Nations Unies au Myanmar dans le cadre du programme MicroLead Expansion. Le projet a permis d'instaurer 24 coopératives de crédit rassemblant quelque 8 300 membres, dont 59 % sont des femmes des zones rurales. Ces coopératives de crédit ont permis de rassembler 80 000 dollars des États-Unis, sous forme de dépôts et de titres, et d'accorder des prêts à hauteur de 204 000 dollars.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé au séminaire sur les services financiers numériques en faveur des zones rurales, à Kampala, du 23 au 27 février 2014. Elle a aussi pris part à la consultation régionale sur le développement des perspectives et des droits économiques des femmes dans l'Associations des nations au sein de l'Asie du Sud-Est, organisée par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les 10 et 11 novembre 2015, et à l'occasion de laquelle l'Association a partagé son expérience concernant les innovations en matière de microfinancement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le programme CUMI, portant sur l'innovation des coopératives de crédit en matière de microfinancement, a été instauré en 1999 pour favoriser l'intégration sociale des personnes à faible revenu. Ce programme axé sur la sécurité financière à long terme propose des services d'épargne et de fructification du capital, des prêts à des conditions abordables ainsi qu'une éducation à l'épargne, à la création d'entreprise et à la participation à des coopératives de crédit. Il a bénéficié à 11 millions de membres, dont une majorité de femmes.

L'Association a créé un centre de développement d'entreprises afin d'aider les petits entrepreneurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en leur proposant des services de formation, d'assistance technique, de conseil, de facilitation des échanges commerciaux et d'action auprès des membres de groupes socialement et économiquement défavorisés.

Elle a aussi mis sur pied le réseau Global Women's Leadership afin de favoriser les échanges entre les femmes des coopératives de crédit du monde entier et les inciter à assurer leur développement personnel et professionnel en suivant des programmes de formation en ligne ou en institut. Par le biais d'échanges avec d'autres professionnels, les femmes peuvent avoir accès à d'innombrables ressources, tout en profitant de l'expérience de leurs pairs.

2. Association internationale des fondations de paix

Statut consultatif général : 1999

Introduction

L'Association internationale des fondations de paix est une organisation caritative internationale de la société civile œuvrant en faveur du rétablissement de la paix. L'Association compte actuellement 28 organisations membres réparties dans la Communauté d'États indépendants, en Europe, dans la région Asie-Pacifique et en Amérique. Elle a succédé au Soviet Peace Fund.

Objectifs et mission

L'Association œuvre en faveur de la paix, de la stabilité, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance basée sur l'état de droit.

Changements à signaler

L'Association a ouvert de nouveaux bureaux à Vienne, à Séoul, ainsi qu'à Dalian et Shanghai, en Chine.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association internationale des fondations de paix a joué un rôle actif dans les projets humanitaires de l'ONU et de ses fonds, programmes et institutions spécialisées, dont ceux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation mondiale de la santé. Elle a encouragé ses organisations membres à

prendre part aux activités de l'ONU, comme par exemple l'initiative Impact universitaire, le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies et le Pacte mondial.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, les représentants de l'Association ont participé aux séminaires du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ainsi qu'aux réunions du Pacte mondial qui se sont tenues en Fédération de Russie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association internationale des fondations de paix a étroitement collaboré avec les organisations suivantes :

- Le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et des communications pour le développement;
- L'Impact universitaire;
- L'Université des Nations Unies;
- Le Pacte mondial; et
- Le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée, les représentants de l'Association ont régulièrement participé à des séminaires consacrés aux objectifs du Millénaire pour le développement organisés par des universités de Fédération de Russie ou de la région Asie-Pacifique.

3. Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

L'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique a été fondée en 1970 dans le but de promouvoir et d'encourager la coopération entre les organisations de recherche et de développement dans le domaine de l'industrie et des technologies. Elle compte actuellement 159 organisations membres dans 76 pays.

Objectifs et mission

L'Association s'emploie à établir des partenariats orientés vers l'action entre les organisations membres aux fins du développement durable. Elle favorise les relations entre les organisations membres en encourageant et en facilitant le transfert des résultats de la recherche et du savoir-faire technique; en promouvant l'échange d'expérience dans la recherche et la gestion des technologies; en favorisant le renforcement des capacités de gestion des organisations technologiques

et de recherche; en identifiant et en valorisant les domaines de recherches appropriés pour la collaboration internationale, les nouvelles perspectives et les nouveaux marchés; et en facilitant la recherche technologique et le renforcement des capacités dans les pays en développement.

Changements à signaler

L'Association a intégré de nouvelles organisations basées en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et au Maghreb, et en Amérique du Nord.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a identifié les défis et les priorités spécifiques en matière d'environnement, d'énergie, de réduction de la pauvreté, de ressources en eau, de santé et de sécurité alimentaire de chaque région où ses organisations membres pourraient mettre la science et les technologies au service de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a présenté un exposé intitulé « WAITRO: The Global Innovation Family », lors du Global Innovation Forum qui s'est tenu à Daejeon, en République de Corée, du 11 au 14 novembre 2014. Elle a aussi participé à la Conférence internationale des organisations non gouvernementales, à Paris, du 15 au 17 décembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a organisé les manifestations suivantes pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement :

- Le séminaire régional « Improving Capacities of Research Policies and Identification of Marketable Science and Technology Research » (Améliorer les capacités des politiques de recherche et l'identification des recherches scientifiques et technologiques commercialisables), organisé en Indonésie, du 10 au 13 octobre 2011;
- Le programme pour diriger une organisation de recherche et de développement technologique destiné aux cadres supérieurs, coorganisé avec la Commission du Bangladesh pour l'UNESCO, et qui s'est déroulé au Bangladesh du 9 au 11 juillet 2012.
- L'atelier d'élaboration de propositions de l'Union européenne, organisé au Kenya, les 29 et 30 novembre 2012;
- L'atelier « Opportunities for Collaboration under Horizon 2020 » (Perspectives de collaboration dans le cadre d'Horizon 2020), organisé au Danemark, les 17 et 18 juin 2014;

- Le septième projet-cadre de l'Union européenne « Biowaste4SP » sur les déchets biologiques, organisé en Afrique du Sud du 29 au 31 octobre 2013;
- Le congrès « Technological Innovations for All-Inclusive Growth » (Les innovations technologiques en faveur de la croissance globale), qui s'est tenu en Inde, les 8 et 9 novembre 2012.

L'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique a par ailleurs conclu un partenariat avec le Réseau international pour les petites et moyennes entreprises et a participé au forum « How to Strategically Access and Co-Develop Economic Assets for the Benefit of SMEs » (Utiliser stratégiquement les actifs et les codévelopper au bénéfice des PME), tenu en Turquie du 21 au 24 mai 2013.

4. Association sri-lankaise de lutte contre la drogue

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

L'Association sri-lankaise de lutte contre la drogue a été fondée en 1988 en réponse aux défis soulevés par l'abus des drogues et la prévention de la toxicomanie.

Objectifs

L'Association s'emploie à promouvoir, à développer et à assurer le bon déroulement de tout un éventail d'activités, de programmes et de projets visant à faire disparaître les comportements à risque; à encourager l'acquisition de compétences personnelles et sociales pour l'autonomisation des individus et des communautés; et à encourager les actions du gouvernement, des organisations privées, des particuliers et des communautés en faveur des stratégies visant à faire disparaître les comportements à risque.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'Association a mis en œuvre plusieurs programmes et organisé différentes manifestations et activités, dont :

- La course annuelle « National Health Run » à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues;
- La mise place d'un bureau d'accueil destiné aux toxicomanes souhaitant suivre un programme de traitement et de réadaptation;
- La publication et la diffusion de bulletins trimestriels, de brochures et d'affiches sur la toxicomanie et sa prévention;
- Des programmes d'acquisition des aptitudes à la vie quotidienne visant à donner aux individus les moyens de surmonter plus facilement les épreuves de la vie;

- Un programme informatique conçu pour les travailleurs migrants et leurs familles afin d'éviter les dysfonctionnements familiaux dus à l'absence de l'un des parents ou des deux;
- Un suivi de la situation de la toxicomanie au Sri Lanka;
- Des programmes de sensibilisation centrés sur les populations à risque;
- Des programmes d'enseignement et de développement des compétences, comme par exemple un cours gratuit d'initiation à l'informatique de trois mois.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Afin de favoriser l'implication des jeunes dans le débat sur la toxicomanie au Sri Lanka, l'Association sri-lankaise de lutte contre la drogue a mis sur pied une campagne de sensibilisation interactive avec de jeunes bénévoles des Volontaires des Nations Unies. L'organisation a également reçu le soutien de ces derniers dans le cadre de la course annuelle « National Health Run » à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues. Elle propose par ailleurs des opportunités de stages à ces bénévoles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Par ses activités de lutte contre la toxicomanie, l'Association contribue indirectement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé et à l'éducation.

5. Coalition citoyenne pour la justice économique

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

La Coalition citoyenne pour la justice économique a été fondée en 1989 en République de Corée, dans le but d'assurer la représentation des citoyens confrontés aux menaces économiques et sociales dues à la flambée des prix du logement qu'a entraînée, entre autres, la spéculation immobilière.

Objectifs et mission

La Coalition vise à promouvoir la liberté et l'égalité en œuvrant en faveur d'une société démocratique et prospère garantissant à tous le droit de s'exprimer au sujet du choix des dirigeants, de l'élaboration des politiques et des moyens d'instaurer une économie de marché dynamique et performante, mais aussi de proposer des solutions aux inconvénients que présente une telle économie, comme par exemple les inégalités en matière de répartition des richesses, les monopoles ou la pollution.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Coalition assiste aux sessions annuelles de l'Assemblée générale des Nations Unies et demeure attentive aux domaines d'action prioritaires des organisations de la société civile. Elle soumet aussi ses points de vue au Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté en réponse à la sollicitation de la société civile concernant les politiques et les pratiques menées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de la Coalition ont assisté à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, mais aussi à la manifestation parallèle consacrée au programme de développement pour l'après-2015. Ils ont aussi assisté au Forum ouvert sur le thème de la justice et de la gouvernance, coorganisé par l'Alliance asiatique pour le développement, le Forum international des ONG sur le développement de l'Indonésie et l'Alliance des organisations de la société civile de République de Corée. La Coalition citoyenne pour la justice économique a également participé à de nombreuses autres réunions lors de l'Assemblée générale, notamment la réunion Logolink sur la représentation citoyenne, la réunion « Beyond 2015 strategy », et la réunion du Programme alimentaire mondial sur la faim et la pauvreté.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013, la Coalition a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption. Elle a également formulé des avis concernant le rapport thématique à venir portant sur les incidences des politiques fiscales et budgétaires sur les droits fondamentaux à la vingt-sixième session du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En tant que centre de coordination de l'Action mondiale contre la pauvreté en République de Corée, la Coalition a contribué à la réalisation de l'objectif n° 1 en menant une campagne en partenariat avec des organisations de la société civile nationales, ainsi qu'en appuyant le programme de développement dans son ensemble par le biais d'activités de sensibilisation et de mobilisation.

6. Conseil international des patriotes russes**Statut consultatif spécial : 2011****Introduction**

Le Conseil international des patriotes russes est une association internationale de communautés et d'organisations russophones.

Objectifs et mission

Le Conseil a pour objectif principal de protéger et de promouvoir la culture russe auprès de la diaspora, et de contribuer à l'essor et à la coordination des organisations et des associations russes en faveur de la préservation de l'identité nationale et ethnique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période 2011-2014, le Conseil international des patriotes russes a mené les activités suivantes à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement et du programme de développement dans son ensemble :

- Une table ronde dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, organisée par l'Union de la jeunesse russe de Géorgie, à Tbilissi, le 8 mars 2011;
- Un séminaire familial organisé par la Norwegian-Russian Society, à Oslo, le 5 février 2011;
- Un séminaire destiné aux membres des organisations Women peacekeepers alliance de Russie et de Géorgie, dans le cadre du projet « Live in the world – live in peace », animé par l'organisation de femmes russes Yaroslavna, à Tbilissi, le 5 mai 2011;
- Le cinquième festival international des enfants, IDEALAND, organisé par Horizon, organisation de la communauté russophone de Chypre, à Limassol à Chypre, le 8 novembre 2012;
- Une table ronde consacrée à la situation politique en Russie et aux perspectives de coopération entre la Russie et l'Amérique, organisée par le Russian-American Cultural Heritage Center à New York, le 22 avril 2012;
- Le deuxième Forum international de la fédération Compatriots union intitulé « Youth build the future », organisé à Sofia, le 8 décembre 2012;
- Le Forum russe mondial organisé par Russia House - Continent USA, à Washington, le 18 avril 2014;

- Le projet de cours et de séminaires destinés aux femmes russophones de Géorgie mené par l'Union de la jeunesse russe de Géorgie, à Tbilissi, le 4 juillet 2014;
- Le concours pour enfants « It's time to study in Russia! » organisé par le Congrès des communautés russes de la République de Moldova, à Chisinau, le 2 avril 2014; et
- Le séminaire sur la protection juridique des ressortissants russes de Géorgie organisé par l'Union de la jeunesse russe de Géorgie, à Tbilissi, le 8 février 2014.

7. Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

La Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires est un groupement d'organisations fondé en 1913, dans le but de traiter des questions liées aux établissements humains et au développement urbain. Les organisations membres de la Fédération sont réparties dans plus de 30 pays différents.

Objectifs et mission

L'objectif de la Fédération est d'améliorer les villes, les collectivités et les logements grâce au partage des connaissances, au renforcement des capacités et au travail en réseau.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération contribue activement au Forum des professionnels de l'habitat, sous les auspices du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et jouit d'un rôle consultatif auprès du Pacte mondial des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a assisté au septième Forum urbain mondial sur le thème de l'aménagement urbain équitable – des villes pour la vie, à Medellín en Colombie, du 5 au 11 avril 2014. Elle a également participé à plusieurs autres réunions du Forum, de la Campagne urbaine mondiale et du Forum des professionnels de l'habitat.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération collabore étroitement avec ONU-Habitat, le Pacte mondial des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Elle s'emploie actuellement à obtenir le statut de membre associé de la Campagne

urbaine mondiale et de l'Assemblée générale des groupes de travail professionnels partenaires sur la gouvernance urbaine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Des représentants de la Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires interviennent en tant qu'experts concernant la politique n° 1 sur le droit à la ville et la politique n° 4 sur la gouvernance urbaine, auprès du Groupe de travail du Comité directeur de la Campagne urbaine mondiale pour la mise en œuvre sur le long terme.

8. Fondation Sommet mondial des femmes

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

La Fondation Sommet mondial des femmes est un réseau international sans but lucratif fondé à Genève le 8 mars 1991.

Objectifs et mission

La Fondation vise à réduire les inégalités et la violence en faisant la promotion des droits des femmes et des enfants, et du programme de l'ONU en matière de développement. Ses activités portent essentiellement sur l'autonomisation des femmes des zones rurales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a coorganisé des manifestations parallèles de la société civile en rapport avec le programme de l'ONU en matière de développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fondation assiste régulièrement aux conférences et aux réunions de l'ONU, comme par exemple celles du Conseil des droits de l'homme ou de la Commission de la condition de la femme. Elle fait partie de plusieurs groupes de travail tels que « People's right to peace » et d'autres groupes qui se consacrent au problème de la violence envers les femmes et les enfants. Lors des réunions des Nations Unies, il arrive qu'elle organise et coparraine des manifestations parallèles avec des groupes accrédités.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation Sommet mondial des femmes appuie les activités de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme et de la Commission de la condition de la femme, et collabore avec la Commission économique pour l'Europe. Elle coopère également, entre autres, avec l'UNESCO et

le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation décerne chaque année le « WWSF Prize for women's creativity in rural life », un prix de la créativité féminine en milieu rural. Tous les ans, elle lance aussi un appel à la mobilisation à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales et elle a mis en place un mécanisme de microcrédit en faveur de l'autonomisation des communautés de femmes rurales au Mali, le « Mali Sheep Project ». Ce projet – parrainé par des donateurs privés en Suisse et coordonné sur place par une organisation partenaire, Prométhée – accorde des prêts à des groupements de femmes concernés pour leur permettre d'acheter des agneaux, de les élever et de les vendre à profit. La Fondation décerne aussi le prix de l'innovation en matière de prévention à des membres de la coalition, et organise du 1^{er} au 19 novembre l'opération « 19 Jours d'Activisme pour la prévention des abus et de la violence contre les enfants et les jeunes ».

9. Godwin Osung International Foundation (The African Project)

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Godwin Osung International Foundation (The African Project) est une organisation non gouvernementale à vocation internationale enregistrée en République fédérale du Nigéria et en République d'Afrique du Sud. Elle a été créée dans le but de venir en aide aux orphelins, aux veuves, aux personnes défavorisées et aux toxicomanes.

Objectifs et mission

La Fondation s'efforce d'apporter son soutien en : luttant contre le sentiment d'isolement éprouvé par les populations cibles et en sensibilisant ces dernières à la valeur de la vie; en leur fournissant une alimentation équilibrée, des vêtements, des logements et une éducation, ainsi qu'en veillant au respect de leurs droits; en effectuant des missions médicales; en appelant à l'intervention de l'État en matière de pauvreté et d'inégalité; en participant à la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la malnutrition; en œuvrant en faveur de l'unité des peuples; en participant à la diffusion de l'Évangile; en se rapprochant des organisations régionales et internationales comme l'Union européenne, d'autres organisations non gouvernementales et organisations de la société civile internationales, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, les églises, les synagogues, les mosquées et les organisations religieuses, afin de lutter contre la pauvreté et la maltraitance; en affectant des bénévoles et des fonds dans le cadre de catastrophes et autres situations qui justifient l'attention de la Fondation; et en organisant des conférences, des séminaires et des colloques internationaux ainsi que des formations sur les stratégies pour éliminer les inégalités.

Changements à signaler

Il y a eu des modifications dans la répartition géographique des membres de la Fondation – dont le périmètre d'action s'est étendu, suite à l'ouverture de bureaux à New York et en Floride, aux États-Unis d'Amérique – et la structure de la direction a été revue afin de favoriser le développement au niveau international. La nouvelle structure englobe l'Amérique du Nord, l'Afrique et d'autres régions du monde. Les statuts et règlements ont aussi fait l'objet d'amendements.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a contribué aux activités des Nations Unies en défendant les droits des orphelins, des veuves et des plus défavorisés au Nigéria, au Ghana et en Afrique du Sud. Elle a aussi entrepris des projets en matière de lutte contre la pauvreté et d'éducation, et a pris part aux actions humanitaires menées dans plusieurs villages africains.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation observe chaque année la Journée mondiale de la lutte contre le sida, le 1^{er} décembre.

10. Institut caritatif d'enseignement Maryam Ghasemi

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Institut caritatif d'enseignement Maryam Ghasemi est une organisation non gouvernementale basée à Téhéran. L'Institut a été fondé dans le but de participer à la réalisation des objectifs mondiaux en matière d'éducation, de santé et d'égalité.

Objectifs et mission

L'Institut vise à améliorer le niveau d'alphabétisation et d'accès à l'enseignement primaire, en particulier pour les femmes et les filles; à éliminer l'extrême pauvreté et la faim; à promouvoir et améliorer la santé maternelle; à réduire le taux de grossesses chez les adolescentes de moins de 18 ans; à améliorer l'état de santé général et l'hygiène des enfants dans les régions défavorisées; à sensibiliser et éduquer les femmes et les enfants sur le VIH; à former les jeunes filles et les femmes en matière de droit familial et à venir en aide aux enfants touchés par la guerre.

Pour ce faire, l'Institut organise des cours, des stages de formation, des séminaires et des réunions techniques. Il assiste très régulièrement aux

manifestations internationales, et partage des informations et des expériences avec des organismes internationaux et des ONG nationales qui partagent ses objectifs.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut a contribué à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme en République islamique d'Iran.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut a participé aux vingt-troisième, vingt-cinquième et vingt-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme. Des représentants de l'Institut se sont aussi entretenus avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut a mené les activités suivantes à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement :

- Objectif n° 1 : fourniture d'une aide à l'éducation des enfants, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique; construction d'écoles et instruction des enfants qui en sont privés, particulièrement les filles;
- Objectif n° 5 : formation des femmes et des filles à l'utilisation correcte des contraceptifs, organisation de cours de formation à la planification familiale et d'ateliers sur le droit de la famille pour les femmes et les filles;
- Objectif n° 6 : organisation d'ateliers visant à prévenir la propagation du VIH et à mettre un terme à l'épidémie.

11. Overseas Development Institute

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Fondé en 1960, Overseas Development Institute est le principal groupe de réflexion indépendant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les questions humanitaires et le développement international.

Objectifs et mission

L'Institut a pour vocation d'encourager et d'orienter les politiques et les pratiques qui contribuent à lutter contre la pauvreté, à soulager les souffrances et à

établir des moyens de subsistance durables dans les pays en développement. Pour ce faire, il recourt à une recherche appliquée de qualité, des conseils pratiques, une communication et des débats axés sur les politiques, tout en collaborant avec des partenaires des secteurs public et privé, dans les pays développés comme dans les pays en développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut a collaboré avec un certain nombre d'organismes des Nations Unies – dont l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – sur toute une série de projets liés à l'égalité des sexes, à la pauvreté et à la durabilité. L'Institut a par ailleurs mené, par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, des activités dans le domaine de la politique et de la gouvernance, de la protection sociale et des politiques humanitaires, et dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut participe régulièrement aux réunions de l'ONU.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le groupe chargé de la politique humanitaire de l'Institut collabore depuis très longtemps avec les organes des Nations Unies, tout particulièrement avec l'OCHA et le PNUD. En 2014, ce groupe – en partenariat avec l'OCHA – a élaboré le document « Comprehensive Regional Strategic Framework for the Syria Crisis » (Cadre stratégique régional général pour la crise en Syrie) qui contient des recommandations visant à faciliter la gouvernance des pays soutenus par les partenaires des Nations Unies, un rappel des mécanismes de consultation régionaux et un échange suivi d'informations entre les différentes parties prenantes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut a mené toute une série de projets à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement et du processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015. L'enquête mondiale MY World de l'Institut a mobilisé les citoyens et a permis de donner la parole à la population et de recueillir ses opinions et ses préoccupations. Les données de l'enquête ont contribué à l'élaboration du nouveau programme de développement durable. Les travaux de l'Institut ont, par ailleurs, abouti à une solide base de données factuelles à l'appui d'une action internationale efficace en matière de développement pour l'après-2015, et ont aidé la communauté internationale à élaborer une feuille de route propre à stimuler les actions de développement et à en évaluer les résultats au-delà de 2015.

12. Service social international

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

Service social international est une organisation non gouvernementale internationale fondée en 1924 à Genève. Forte d'une présence dans plus de 120 pays, l'organisation œuvre en faveur de la protection et du bien-être des enfants au niveau international.

Objectifs et mission

L'organisation est un réseau d'organismes nationaux (pour lesquels elle fait office de Secrétariat général) qui accompagnent les enfants et les familles en proie aux problèmes sociaux complexes qu'entraînent les migrations. Outre ses activités sur le terrain, elle dirige des projets de formation et des activités de sensibilisation et de plaidoyer visant à assurer un meilleur respect des droits de l'enfant. Chaque année, l'organisation apporte son aide à près de 75 000 familles à travers le monde.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation soumet des propositions à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux principaux organes conventionnels de l'ONU.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à des conférences et à des Assemblées générales des institutions spécialisées des Nations Unies. Elle prend part aux réunions de l'ONU, à Genève et à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené les activités suivantes à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement :

- Elle a fourni une aide psychologique et juridique, et a accompagné et conseillé des familles en détresse;
- Elle a proposé des formations appropriées à toutes les personnes concernées par la protection des enfants séparés de leur famille, la prise en charge et l'adoption internationale;
- Elle a mené des activités de sensibilisation et de recherche en faveur du droit fondamental des enfants à grandir dans une véritable famille;

- Elle a renforcé le réseau mondial de l'organisation par le biais de la formation, de l'évaluation et du renforcement des capacités, et aussi en identifiant les ressources locales permettant d'assurer le développement durable;
- Elle a examiné les lois relatives à la protection des enfants privés de famille et encouragé les bonnes pratiques en la matière; et
- Elle a passé en revue les cadres de protection de l'enfance avec les autorités nationales, et fait des recommandations afin de les renforcer.

13. UN-Women Australia

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

UN-Women Australia est le Comité national d'ONU-Femmes en Australie, et fait donc partie des 15 Comités nationaux d'appui aux activités de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes).

Objectifs et mission

L'organisation vise essentiellement à recueillir des fonds pour ONU-Femmes, à associer le gouvernement australien aux activités de l'Entité, et à lutter contre les comportements qui entretiennent les inégalités entre les sexes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les principales activités menées par l'organisation comprennent :

- La collecte de plus d'un million de dollars des États-Unis au bénéfice des activités d'ONU-Femmes, en réussissant ainsi à maintenir la contribution financière de l'Australie à l'Entité, sur une période durant laquelle l'ensemble des autres organismes de l'ONU ont vu leurs financements diminuer;
- L'organisation du lancement mondial du rapport phare d'ONU-Femmes, « Le progrès des femmes à travers le monde », qui a rassemblé des acteurs du secteur privé et des organisations gouvernementales et non gouvernementales autour de la question de l'autonomisation économique des femmes;
- L'organisation de la célébration de la Journée internationale de la femme en Australie, à laquelle ont assisté plus de 10 000 personnes et que 3 millions d'internautes ont également suivie; et
- L'organisation d'un sommet annuel sur les lieux de travail rassemblant des chefs d'entreprise australiens autour des questions d'égalité des sexes et de diversité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

UN-Women Australia assiste chaque année à la Commission de la condition de la femme, à New York. La délégation s'est étoffée et comprend à présent des représentants de la jeunesse mais aussi, depuis peu, des représentants du monde de l'entreprise afin de sensibiliser le plus grand nombre à l'importance des activités des Nations Unies. Un représentant de l'organisation accompagnait par ailleurs la délégation du Gouvernement australien lors de la Commission de la condition de la femme de 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est une agence d'ONU-Femmes à laquelle elle est liée par un accord de reconnaissance officiel. Elle collabore aussi étroitement avec ses partenaires de la région Asie-Pacifique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a collecté plus d'un million de dollars des États-Unis au bénéfice des activités d'ONU-Femme dans la région Pacifique. Elle a collaboré avec des partenaires du secteur privé sur des sujets tels que la responsabilité des entreprises en matière d'éradication des violences envers les femmes, tout en exhortant sans relâche les entreprises à appliquer les Principes d'autonomisation des femmes. Ses comités bénévoles organisent de nombreuses manifestations locales visant à sensibiliser l'opinion publique aux objectifs du Millénaire pour le développement, comme par exemple des projections de films, des rencontres avec des conférenciers de renom et des tables rondes. L'Australie a accueilli le lancement de la diffusion du rapport intitulé « Le progrès des femmes à travers le monde » et la Directrice exécutive d'ONU-Femmes a assisté à certaines des manifestations organisées à cette occasion.

14. Womensport International

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Womensport International a été fondée en 1994 dans le but d'entraîner des changements positifs pour les femmes et les jeunes filles et d'améliorer leurs perspectives, quel que soit leur niveau de participation dans le domaine des activités physiques et sportives.

Objectifs et mission

L'organisation se veut un groupe international de sensibilisation et de soutien aux personnes et aux associations qui s'emploient à entraîner des changements concrets; elle élabore ou diffuse des supports pédagogiques et d'autres informations liées au renforcement des possibilités ou à l'enrichissement de la pratique des activités physiques et sportives chez les jeunes filles et les femmes; elle collabore avec les instances dirigeantes sportives et d'autres organismes en vue d'encourager le plus possible la participation des jeunes filles et des femmes aux activités

physiques et sportives, à tous les niveaux; et elle tient lieu de centre d'échange d'idées, d'informations, de résultats de recherche et de bonnes pratiques.

Changements à signaler

Un mémorandum d'accord avec l'American College of Sports Medicine est en cours de finalisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont activement collaboré avec le grand groupe des femmes sur les objectifs, les cibles et les indicateurs de développement durable pour l'après-2015, notamment en plaidant en faveur de la prise en compte du sport et de l'épanouissement des filles et des femmes dans le cadre de plusieurs cibles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

WomenSport International a organisé des manifestations parallèles lors des sessions de la Commission de la condition de la femme de 2012 à 2014, en partenariat avec WomenSport Foundation USA et l'International Working Group on Women and Sport, ainsi qu'avec l'American College of Sports Medicine en 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

WomenSport International a été représentée à deux réunions de l'UNESCO consacrées à la révision de la Charte internationale de l'éducation physique et du sport, élaborée par l'UNESCO en 1978. L'organisation a participé à des conférences et à des projets aux côtés d'associations agissant pour le compte du Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix, notamment dans le cadre de programmes en faveur des filles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a œuvré en faveur des objectifs suivants :

- Objectif n° 1 : l'organisation a pris des mesures visant à faciliter la formation en ligne des femmes en matière d'entraînement et d'autres fonctions d'encadrement sportif dans le cadre de l'Ohio University project, et elle a mené des études sur le harcèlement et l'élaboration de politiques visant à rendre le milieu du sport plus sûr pour l'investissement professionnel des femmes;
- Objectif n° 3 : l'organisation a pour objectif principal de développer les possibilités offertes aux femmes et aux filles dans le domaine de la pratique du sport et d'activité physiques saines tout au long de la vie;
- Objectifs n° 4 et 5 : l'organisation a réalisé des études concernant les bienfaits de l'activité physique sur la santé pour les femmes enceintes et les jeunes enfants, et les résultats ont témoigné des bienfaits sur la santé des femmes tout au long de leur vie.

15. World Federation of Khoja Shi'a Ithna-Asheri Muslim Communities

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

World Federation of Khoja Shi'a Ithna-Asheri Muslim Communities est une organisation non gouvernementale confessionnelle et communautaire à vocation humanitaire. Elle exerce ses activités dans plus de 20 pays.

Objectifs et mission

La Fédération vise à promouvoir la foi, à réduire la pauvreté et à éduquer. Ces objectifs sont poursuivis par ses différents services, à savoir le Secours international et le Développement, la Santé, l'Éducation, le Parrainage éducatif, l'Enseignement de l'islam et les Affaires familiales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération poursuit avec ses organisations membres et ses partenaires régionaux ses interventions dans le cadre des catastrophes et des urgences et ses activités de soutien dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation et du développement local dans plus de 20 pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de la Fédération ont assisté à la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme à Genève en mars 2014, dans le cadre de laquelle ils ont effectué des interventions orales et écrites.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2012, la Fédération s'est efforcée avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient d'apporter son aide dans la bande de Gaza, et elle a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement aux Philippines à la suite du typhon Haiyan.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a mené les activités suivantes à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement :

- Objectif n° 1 : elle a fourni une aide sociale à 158 personnes âgées en Inde et au Sri Lanka, de nouveaux logements à plus de 1 200 familles en Tanzanie, au Sri Lanka et au Pakistan; des paniers de rations alimentaires à plus de 28 000 familles dans plus de 22 pays durant le ramadan, mais aussi à la suite

de catastrophes naturelles; des fonds de lancement qui ont permis de cultiver 155 hectares de terres agricoles au Pakistan suite aux crues soudaines de 2010; et elle a accordé 25 subventions en espèces pour l'ouverture d'échoppes alimentaires aux Philippines après le passage du typhon Haiyan;

- Objectif n° 2 : elle a parrainé plus de 4 400 étudiants dans cinq pays;
 - Objectif n° 3 : elle a mis 25 machines à coudre à disposition de femmes pakistanaises tout en leur proposant des cours de couture afin de leur permettre de lancer leur propre activité et de subvenir aux besoins de leur famille;
 - Objectif n° 6 : elle a fourni à des familles vivant dans des pays en développement un accès facilité à l'eau potable et à des installations sanitaires convenables : 230 puits ont ainsi été creusés au Pakistan, en Inde, au Kenya, en Afghanistan et en Tanzanie et 105 sanitaires ont été mis en place au Pakistan;
 - Objectif n° 7 : elle a implanté 100 potagers et planté 5 000 arbres dans le comté de Wajir, au Kenya, dans le cadre de son programme de soutien à la communauté locale et en faveur de la préservation de l'environnement.
-